

Maitrise d'Ouvrage

Centre Hospitalier de Gonesse

2 Boulevard du 19 mars 1962
95 500 - Gonesse



Concerne :

Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse

52-58 rue Albert Drouhot
95 500 – Gonesse

CCTP

(Cahier des Clauses Techniques Particulières)

LOT N° 14

FAUX-PLAFOND

Maitrise d'œuvre d'exécution :

SELECTE
39 Boulevard Pierre Raunet
94 370 -Sucy-en-Brie



Sommaire

1.	Généralités	4
1.1.	Objet de la consultation	4
1.2.	Spécifications techniques générales	4
1.2.1.	Réglementations	4
1.2.2.	Spécifications d'ordre général	4
1.2.3.	Dispositions de sécurité contre l'incendie	5
1.2.4.	Vérification des quantités du DPGF	5
1.2.5.	Coordination avec les autres corps d'état	5
1.2.6.	Connaissance des lieux	6
1.2.7.	Phasages travaux et planning	6
1.2.8.	Déblais	6
1.2.9.	Nettoyage	6
1.2.10.	Respect des règles d'hygiène et sécurité	6
1.2.11.	Documents de référence	6
1.2.12.	Documents à fournir	6
1.2.13.	Responsabilité de l'entrepreneur	7
1.3.	Spécifications techniques particulières au présent lot	7
1.3.1.	Etudes	8
1.3.2.	Commande des matériaux	8
1.3.3.	Relevés	8
1.3.4.	Protections	8
1.3.5.	Echafaudages	8
1.3.6.	Réservations	8
1.3.7.	Mesures de sécurité	8
1.3.8.	Tolérance d'exécution des ouvrages	8
1.3.9.	Contrôles et essais	8
1.3.10.	Mise en œuvre	9
1.3.11.	Fixations	9
1.3.12.	Fixations	9
1.3.13.	Implantation des ouvrages	9
1.3.14.	Qualité des matériaux	10
1.3.15.	Traitements et impressions	10
1.3.16.	Condition de réception	10
1.3.17.	Détalonnage des portes	10
2.	Faux-plafond	11
Tranche Conditionnelle 1 :		11
2.1.	Faux-plafond en dalle 600x600 compris isolation	11
2.2.	Faux-plafond en dalle 600x600 hydrofuge compris isolation	11
2.3.	Jouée en plaque de plâtre	12

Tranche Conditionnelle 2 :.....	12
2.4. Reprise ponctuelle faux-plafond - Phase 2.....	12
3. Nettoyage.....	12
4. Gestion des déchets.....	12

1. Généralités

1.1. Objet de la consultation

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot Faux-plafond nécessaire à la rénovation de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse, pour le compte du Centre Hospitalier de Gonesse, et permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

L'offre devra obligatoirement correspondre au projet de base, en respectant les prestations définies dans le cadre du bordereau quantitatif estimatif joint.

L'entrepreneur pourra s'il le juge nécessaire, compléter ce document par des articles quantifiés et valorisés qui ne seraient pas portés sur le bordereau.

Toute réserve sur la conception du projet devant être formulée au moment de la consultation. Après désignation de l'entreprise, les réserves émises ne pourront en aucun cas, dégager la responsabilité de l'entreprise.

Les indications données au présent chapitre ne pourront, en aucun cas, être considérées comme exhaustives. Il appartiendra à l'entrepreneur de vérifier, voire de corriger les quantités, s'il s'apercevait d'une erreur à l'issue de son étude et de ses enquêtes sur place, il va de soi qu'aucun supplément ne sera accordé à l'entreprise sur les quantités qui pourraient être réclamées en dehors de celles figurant sur son devis.

Les articles doivent être "éclatés" et complétés, par une description précise des ouvrages à réaliser.

Il est rappelé que le prix traité sera forfaitaire. L'entrepreneur devra donc prévoir tous travaux de sa spécialité nécessaires à un achèvement complet et parfait à la réalisation de l'œuvre.

1.2. Spécifications techniques générales

1.2.1. Réglementations

L'ensemble des travaux est soumis aux documents techniques suivants et notamment, le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot charpente, et de permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages du présent lot sont à réaliser selon les règles de l'art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment le recueil des DTU dans les numéros :

- DTU.
- Règles CB 71 et NV 65.
- Règlement en vigueur concernant la protection et la sécurité contre l'incendie des ERP.
- Normes françaises AFNOR.
- Prescriptions des fabricants.
- Les règles du REEF.
- Les agréments du CSTB.
- Le décret 65/48 du 8.1.65 portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs et notamment dans le bâtiment et les travaux publics.

1.2.2. Spécifications d'ordre général

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'art, quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis dans les conditions d'appels d'offres et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus.

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées au dessin et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription au PV à l'architecte ou au

contrôleur des travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, la réclamation serait jugée irrecevable.

Suivant les règles énoncées dans le CPS, le CCAP ou le CCTP, l'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries : gel, déshydratation, etc....

Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartiendra de prendre toutes les précautions utiles :

- Protections diverses, bâchages, etc.
- Protections contre le vol.

Qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance de son chantier.

1.2.3. Dispositions de sécurité contre l'incendie

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour assurer un degré coupe-feu des murs, planchers, conduits et tous autres ouvrages, suivant indications portées aux plans et devis descriptif, étant entendu qu'elle devra vérifier que celles-ci sont bien conformes aux normes et règlements en vigueur, en particulier à l'Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des ERP.

Les degrés de résistance au feu respecteront les termes de la notice de sécurité du dossier de demande de permis de construire et la réglementation en vigueur.

1.2.4. Vérification des quantités du DPGF

Le quantitatif joint au présent dossier n'a qu'une valeur indicative et non contractuelle. Il appartiendra au soumissionnaire, en se fondant sur le CCTP, les documents graphiques et les renseignements recueillis, de vérifier ce quantitatif suivant ses propres méthodes de calculs et d'appréciation. Toutefois afin de faciliter l'examen des offres, la décomposition devra être présentée et articulée suivant le cadre remis sous peine de non-conformité. L'entrepreneur candidat devra signaler toutes anomalies, qu'il aurait décelées, conformément aux pièces administratives.

Les prix unitaires incluent obligatoirement :

- La note de calcul.
- Les plans d'exécution et DOE
- Toutes les sujétions pour les ouvrages complets parfaitement exécutés.
- Tous les échafaudages, protections, bâchages nécessaires pendant les travaux.
- La fourniture, le transport, les stockages, la mise en œuvre, le réglage, les découpes, tous les matériaux, matériels et éléments constitutifs d'ouvrage et accessoires nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux dispositions du CCTP. La réfection ou la réparation des ouvrages défectueux ou constatés soit en cours d'exécution, soit à la réception avec toutes les conséquences qui en découlent.

1.2.5. Coordination avec les autres corps d'état

L'entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien, et de tenir compte des sujétions éventuelles qui pourraient le concerner.

Les réservations dans les plafonds font partie des prestations, les percements nécessaires pendant sa présence sur le chantier, pourront être demandés par les autres corps d'état en temps opportun. Si ces percements s'avéraient aux yeux de l'entrepreneur, importants et susceptibles d'entraîner une incidence sur la stabilité de l'ouvrage, une validation sera demandée au maître d'œuvre. Font également partie de ses prestations, les renforts pour l'apport d'éléments lourds.

1.2.6. Connaissance des lieux

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui sont parfaitement connus le lieu et ses sujétions propres, les contraintes relatives aux constructions voisines, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et les difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

1.2.7. Phasages travaux et planning

L'entrepreneur tiendra compte dans sa proposition du phasage éventuel des travaux et du temps imparti pour l'exécution de ses travaux en respectant les autres corps d'état.

1.2.8. Déblais

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur du présent lot devra effectuer l'enlèvement des déblais et gravats lui incombant.

1.2.9. Nettoyage

Il sera exigé un chantier constamment propre, débarrassé de tous les gravats provenant de l'exécution des travaux. Chaque entreprise devra procéder à son nettoyage journalier et sur simple demande du Maître d'ouvrage. En cas de non-réponse à cette demande, le nettoyage sera réalisé par une entreprise désignée par le maître d'ouvrage et restera à la charge de l'entreprise concernée.

1.2.10. Respect des règles d'hygiène et sécurité

Sous les directives du coordinateur SPS le chef d'entreprise et son responsable de chantier devront assurer à leurs personnels toutes les mesures d'hygiène et de sécurité pour l'exécution des travaux :

- Fournir le PPSPS
- Réaliser l'inspection commune AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX
- Eclairage correct des zones de travaux et de cheminement.
- Protection pour travail en hauteur.
- Tous moyens mécaniques de levage et manutention.
- Aération des locaux
- Règles d'hygiène et de distanciation liée au mesure sanitaire suite à l'épidémie de COVID 19

1.2.11. Documents de référence

Le présent CCTP se réfère :

- Au C.C.A.P.
- Au descriptif tous corps d'état.
- Aux plans.
- Aux notes techniques du bureau de contrôle.
- Au planning général des travaux.

1.2.12. Documents à fournir

Avant travaux :

- Dossier technique illustrant les caractéristiques des matériaux et matériels utilisés
- Certificat de provenance des matériaux et composants
- Procès-verbaux
- Plans techniques
- Plan de calepinage
- Etc.

Liste non exhaustive.

En fin de chantier avant réception des ouvrages :

- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)
- Plans de recollement conformes à l'exécution
- Les notices d'utilisation et d'entretien
- Etc.

Liste non exhaustive.

Une attestation d'assurance valable pour la période correspondante à la date de remise des offres devra être fournie et jointe à l'offre, toute offre qui ne sera pas accompagnée de l'attestation d'assurance sera considérée comme nulle.

1.2.13. Responsabilité de l'entrepreneur

L'Entrepreneur reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation.
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utiles au Maître d'Œuvre qui prendra alors, toutes décisions à ce sujet.

Aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés lorsque les entrepreneurs ayant suppléés, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes des C.C.T.P.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du présent C.C.T.P. (ou du bordereau des prix unitaires) seront réglées par référence aux Règles de l'Art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre ne pourra atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

1.3. Spécifications techniques particulières au présent lot

1.3.1. Etudes

Toutes interventions sur la structure existante devront avoir fait l'objet d'une étude particulière préalable. Ces études seront exécutées sur l'initiative de l'entreprise sous sa responsabilité, et les frais y afférent seront à sa charge, les études seront validées par le bureau de contrôle.

1.3.2. Commande des matériaux

Dès l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur est tenu de présenter au Maître d'Œuvre les échantillons des matériaux définis dans le présent C.C.T.P et d'en confirmer les délais d'approvisionnement. Il devra, à cet égard, remettre au Maître d'Œuvre une copie des commandes qu'il a effectué.

1.3.3. Relevés

L'entrepreneur se doit, avant toute exécution, de relever sur place les dimensions et côtes de construction nécessaires à une parfaite réalisation. Avant tout approvisionnement ou mise en fabrication, l'entrepreneur devra relever toutes les côtes figurant sur les plans et vérifier sur place leur exactitude. Il sera seul responsable de ses relevés.

1.3.4. Protections

Les produits mis en œuvre seront de marque reconnue et seront livrés dans leur emballage et leur conditionnement d'origine, ils seront stockés sur le chantier dans un endroit approprié. La présente Entreprise devra une protection efficace de ses ouvrages par mise en place d'éléments de protection. Elle en devra l'enlèvement au fur et à mesure de l'intervention des corps d'état d'aménagement.

1.3.5. Echafaudages

L'entrepreneur du présent lot devra prévoir tous les agrès, protections, voire échafaudages suivant nécessité, pour la réalisation de ses propres ouvrages conformément au Code du Travail et à la demande du coordonnateur SPS.

1.3.6. Réservations

Les trous, réservations, saignées et autres dans les cloisons sont à la charge de chaque corps d'état. Ils devront être réalisés avec un matériel adapté et approprié au type de la cloison en prenant toutes les précautions d'usage pour garantir la pérennité et la bonne finition de l'ouvrage. Ils seront exécutés avec soin et leurs dimensions devront être celles strictement nécessaires. Dans le cas de percements dans des éléments porteurs soumis à des contraintes importantes l'entrepreneur devra obtenir l'accord du Maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé l'ouvrage avant d'exécuter les percements.

1.3.7. Mesures de sécurité

Avant toute intervention dans la surface, l'Entreprise mettra en place toutes les installations indispensables à la sécurité des personnels.

1.3.8. Tolérance d'exécution des ouvrages

Exécution des ouvrages :

- Doublages ou cloisons à enduire 5 mm maximum sous règle de 3.00m.

1.3.9. Contrôles et essais

Les opérations de contrôle relatives à :

- L'implantation
- L'acceptation des matériaux
- La confection des bétons
- La réception des ouvrages seront effectuées à la demande du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle conformément aux prescriptions des DTU et du présent Devis Descriptif.
- Tous les frais résultants des essais seront à la charge de l'Entrepreneur, et notamment tous les frais de laboratoire, la fabrication et le transport des éprouvettes, la manutention de matériaux, les locations, mises en place et enlèvement d'appareils, les honoraires d'ingénieurs, etc...
- Les essais seront effectués par un laboratoire agréé par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle, par rapport au Cahier de Méthodologie du Maître d'Ouvrage.
- Afin de permettre au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle de faire effectuer les opérations de contrôle des fabrications et des travaux effectués en usine, atelier ou chantier situés en dehors du présent terrain, l'Entrepreneur est tenu de les tenir informés de la date, de la nature et de la durée de ces opérations.

1.3.10. Mise en œuvre

La mise en œuvre des différents éléments se fera en fonction des prescriptions de mise en œuvre des avis techniques du fabricant et en tenant compte des normes et règlements en vigueur.

Tous les ouvrages seront mis en œuvre avec la plus grande perfection suivant les règles de l'art, aucune trace de coup, d'éraflure, d'écorchement, ou de fissure ne sera admise.

Pour les besoins de la ventilation mécanique, l'entrepreneur du présent lot devra prévoir le détalonnage (10mm) des portes intérieures.

1.3.11. Fixations

Ces dispositions concernent tous les ouvrages, elles sont à la charge du présent lot. Il est rappelé que toutes les fixations devront être invisibles après pose définitive des ouvrages. Tous ces principes de fixation apparaîtront sur un plan et feront l'objet d'une approbation.

1.3.12. Fixations

Ces dispositions concernent tous les ouvrages, elles sont à la charge du présent lot. Il est rappelé que toutes les fixations devront être invisibles après pose définitive des ouvrages. Tous ces principes de fixation apparaîtront sur un plan et feront l'objet d'une approbation.

1.3.13. Implantation des ouvrages

L'entreprise du présent lot procédera à l'implantation de ses huisseries, suivant le tracé des axes exécutés par le Gros Œuvre.

Ils seront conjointement responsables des tracés, cotes et implantations.

Il leur appartiendra de ne commencer l'exécution de leur travail, qu'après avoir effectué une vérification minutieuse de l'implantation et ce pour s'assurer du respect des cotes des plans en leur possession.

1.3.14. Qualité des matériaux

La provenance ainsi que les origines et caractéristiques, tant pour les résineux que pour les feuillus durs, devront être au préalable soumis à l'approbation du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et du bureau de contrôle.

Toutes les quincailleries devront être de première qualité et porter les marques SNFQ en l'absence de normes définissant la qualité et les dimensions.

Pour tous les autres articles, la marque NF SNFC sera exigée.

Les sections finies corroyées des bois utilisés seront conformes à celles qui figurent au REEF, ces sections doivent être considérées comme des minima.

Tous les parements seront affleurés et poncés, les rives seront droites et sans épaufrures, toutes prestations non conformes seront refusées et à refaire ou à remplacer aux frais de l'entrepreneur du présent lot.

1.3.15. Traitements et impressions

Toutes les menuiseries en bois seront traitées contre les insectes et les champignons, par un produit organique homologué CTBF, qui sera du genre xylophène SOR ou équivalent.

L'entrepreneur du présent lot s'assurera qu'il n'y a pas incompatibilité entre le produit organique et les finitions prévues.

Les impressions prévues sur les menuiseries seront à la charge du lot peinture et seront exécutées avant pose des menuiseries. Un rapprochement devra être fait entre les entrepreneurs de ces deux lots pour essais avant exécution.

L'ensemble des ouvrages de menuiseries devra être livré sur le chantier avec impression.

Les ferrures et quincaillerie destinées à être peintes par la suite seront imprimées avant pose et la peinture d'impression à soumettre à l'agrément de l'entrepreneur du lot peinture.

1.3.16. Condition de réception

A la réception, les contrôles porteront sur la bonne exécution et finition des ouvrages.

Ils porteront également sur le bon fonctionnement des ouvrants, des dispositifs de condamnation et des serrures et toutes les parties mobiles ayant été graissées et équilibrées pour permettre une manœuvre sans effort.

Dans le cas de malfaçon, l'entrepreneur devra refaire les ouvrages défectueux et corriger celle-ci si

le Maître d'œuvre ne juge pas le remplacement nécessaire.

Chaque clé sera étiquetée avec indication de la porte à laquelle elle correspond, les clés remises en trousseaux, suivant instructions données en temps utile par le Maître d'Ouvrage.

1.3.17. Détalonnage des portes

Pour les besoins de la ventilation mécanique, l'entrepreneur du présent lot devra prévoir le détalonnage (10 mm) des portes intérieures.

2. Faux-plafond

Tranche Conditionnelle 1 :

2.1. Faux-plafond en dalle 600x600 compris isolation

Fourniture et pose d'un plafond suspendu acoustique : éléments modulaires en dalles de laine de verre à bords droits de 600 x 600 x 20 mm avec performance acoustique élevée type ROCKFON gamme EKLA (α_w : 0,95) ou équivalent

Le dos des panneaux sera revêtu d'un voile de verre.

Les dalles seront installées sur une ossature en acier galvanisé et laquée apparente de T 24 mm et cornières de rive de couleur blanche.

Finition texturée, couleur blanche, compris fixations et traçage.

Les échafaudages nécessaires à la bonne exécution des travaux seront à reprendre en sus du présent article.

Calepinage :

Suivant plans DCE.

Hauteur sous faux plafond : 250 cm.

Ossature primaire :

Mise en œuvre d'une ossature primaire constituée de profils métalliques en acier galvanisé fixée à la structure, destinée à porter le plafond proprement dit, les luminaires, unités de climatisation, isolation thermique, etc.

Fourniture et mise en œuvre d'une isolation thermo-acoustique dans le plénum du faux plafond par une laine minérale épaisseur 100 mm à déployer sur les ossatures secondaires du faux plafond.

Isolant type IBR 100 mm de chez ISOVER ou équivalent avec $R=2,50 \text{ m}^2.K/W$.

La sous face en papier kraft étant interdite, prévoir la mise en place d'une isolation avec sous face kraft aluminium.

2.2. Faux-plafond en dalle 600x600 hydrofuge compris isolation

Fourniture et pose de dalles de laine de verre à bords droits de 600 x 600 x 20 mm avec performance acoustique élevée type ROCKFON gamme EKLA (α_w : 0,95).

Le dos des panneaux sera revêtu d'un voile de verre. Les bords des dalles seront peints.

Finition texturée, couleur blanche, compris fixations et traçage.

Les échafaudages nécessaires à la bonne exécution des travaux seront à reprendre en sus du présent article.

Calepinage :

Suivant plans DCE.

Hauteur sous faux plafond : 250cm.

Ossature primaire :

Mise en œuvre d'une ossature primaire constituée de profils métalliques en acier galvanisé fixée à la structure, destinée à porter le plafond proprement dit, les luminaires, unités de climatisation, isolation thermique, etc.

Fourniture et mise en œuvre d'une isolation thermo-acoustique dans le plénum du faux plafond par une laine minérale épaisseur 100 mm à déployer sur les ossatures secondaires du faux plafond.

Isolant type IBR 100 mm de chez ISOVER ou équivalent avec $R=2,50 \text{ m}^2.K/W$.

La sous face en papier kraft étant interdite, prévoir la mise en place d'une isolation avec sous face kraft aluminium.

2.3. Jouée en plaque de plâtre

Fourniture et mise en œuvre de jouées verticales à joints non apparents constitué par vissage de plaques de plâtre BA13 sur une ossature métallique en acier galvanisé.

Compris finition des joints entre panneaux comprenant le garnissage des joints, la mise en œuvre d'une bande micro perforée imprégnée à l'enduit et serrée à la spatule avec application après séchage d'un enduit de finition en deux couches minimums de façon à obtenir une qualité de finition de type A soignée, le rebouchage des têtes de vis sera réalisé à l'enduit en une ou deux couches de façon à obtenir le même degré de finition.

Il pourra être incorporé un matelas de laine minérale, à reprendre en complément suivant performances thermique et phonique demandées.

L'entraxe et la portée des ossatures seront conformes aux recommandations techniques du fabricant et feront l'objet d'une note de calcul soumise à l'approbation du Maître d'œuvre.

Tranche Conditionnelle 2 :

2.4. Reprise ponctuelle faux-plafond - Phase 2

L'entrepreneur aura à sa charge la reprise ponctuelle du faux-plafond existant lié :

- à la dépose des menuiseries extérieures en phase 2
- au passage des réseaux CTA en phase 2

L'Entreprise chiffrera un forfait reprise.

Compris dépose existant.

3. Nettoyage

L'entrepreneur doit livrer son ouvrage propre et balayé, tous les emballages et matériaux enlevés ainsi que les palettes vides.

4. Gestion des déchets

L'entrepreneur du présent lot aura à la charge sa gestion des déchets.